



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

BOMBARDEMENTS DE L'OTAN EN YOUGOSLAVIE, MASSACRES AU KOSOVO

Le capitalisme c'est la guerre ! Guerre au capitalisme !

Une nouvelle fois, l'ex-Yougoslavie est à feu et à sang. Mais aujourd'hui, il ne s'agit plus de massacres "inter-ethniques" comme ceux qui se sont succédés depuis 1991, et qui d'ailleurs avaient été permis par la livraison d'armes et le soutien des grandes puissances à telle ou telle clique nationaliste.

Aujourd'hui, ce sont les "démocraties" regroupées au sein de l'OTAN qui déclenchent le fer et le feu contre les

Finies les illusions sur une nouvelle "ère de paix" qu'on nous avait promise lors de l'effondrement du bloc de l'Est ! La disparition de ce bloc soi-disant "socialiste" et la fin de la "guerre froide" n'ont pas mis fin aux conflits guerriers. Au contraire ! Depuis 1989, les massacres et les tensions militaires n'ont cessé de se multiplier : en Irak, dans l'ex-Yougoslavie, dans les républiques de l'ex-URSS, sur tout le continent afri-

"chirurgicale" pour défendre le "droit international" et éliminer le "boucher de Bagdad". CRAPULES HYPOCRITES !

Cette guerre "propre" a fait plusieurs centaines de milliers de morts et aujourd'hui encore la population civile n'a pas fini de faire les frais de cette ignoble boucherie, alors que Saddam continue à imposer sa dictature en Irak. On prétend combattre les "dictateurs" :

espèce. Mais les grandes démocraties n'ont rien à lui envier. A Hiroshima, en Corée, en Algérie, au Vietnam, en Irak, etc, elles n'ont jamais lésiné devant les grands moyens pour torturer et déclencher des massacres à grande échelle.

Et le cynisme de ces prétendus défenseurs des peuples opprimés atteint son comble lorsqu'on sait que la plupart des régimes dirigés par des "dictateurs" comme Milosevic (Pinochet, Saddam Hussein, Mobutu, Kabila et consorts) ont été soutenus, mis en place et armés par ceux qui dénoncent aujourd'hui à cor et à cri leurs exactions.

Les partis de gauche, fers de lance de la barbarie guerrière

Les partis de gauche - socialistes, social-démocrates, travaillistes ou "verts" - se présentent comme les défenseurs des opprimés et des exploités, comme les champions des "droits de l'Homme", comme les apôtres de la paix.

Aujourd'hui, la grande majorité des gouvernements qui participent aux massacres sont dirigés par ces mêmes partis de gauche. Au gouvernement, la gauche agit comme loyal défenseur des intérêts économiques du capitalisme attaquant toujours plus les conditions de vie des prolétaires. Au gouvernement, la gauche assume pleinement et sans état d'âme la barbarie guerrière du capitalisme derrière le "démocrate" Clinton.

Schröder, Jospin, Blair et compagnie sont les dignes héritiers des dirigeants "socialistes" de 1914 qui avaient participé activement à l'embrigadement des

ouvriers pour la première boucherie mondiale et les avaient fait massacrer lorsqu'ils avaient tenté de renverser le capitalisme, comme en Allemagne en 1919.

Le capitalisme, c'est toujours plus de chaos et de massacres

Faire la guerre pour préserver la "paix" et les valeurs "humanitaires" de la "démocratie" : le mensonge est aussi vieux que répugnant ! La bourgeoisie a déclenché les massacres de la Première Guerre mondiale en la présentant comme la "der des ders" et au nom de la "civilisation". Vingt ans après, la boucherie fut bien pire encore. La victoire des alliés dans la Seconde Guerre mondiale devait être celle de la "démocratie" contre la "barbarie nazie" : depuis, les guerres n'ont pas cessé, faisant autant de morts que la guerre mondiale elle-même.

Toutes ces canailles sanguinaires impliquées dans le bras de fer entre l'OTAN et Milosevic sont bien les "dignes" représentants du système qui domine la planète. Un système qui, même dans les pays les plus "riches", réduit à la misère, jette à la rue des dizaines de millions d'êtres humains, et qui plonge dans un véritable enfer les trois quarts de l'humanité livrés à la famine, aux épidémies et aux massacres incessants. Un système qui aujourd'hui engendre un chaos hallucinant.

En déclenchant leur monstrueuse puissance militaire le parrain américain et ses complices européens prétendent combattre ce chaos et stopper les mas-

(SUITE PAGE 3)

A BAS TOUS LES NATIONALISMES !

SOLIDARITE INTERNATIONALE DE TOUS LES PROLETAIRES

SEULE LA LUTTE DE CLASSE PEUT METTRE FIN A LA BARBARIE CAPITALISTE

populations de Serbie, du Monténégro et du Kosovo. Car il ne faut pas s'y tromper : sous les bombes, il n'y a pas que des installations militaires. Il y a des soldats qui n'ont pas demandé à être là, qui sont des ouvriers ou des paysans en uniforme. Il y a des populations civiles, femmes, enfants, vieillards qui ont le malheur d'habiter près des bases militaires, des usines d'armement ou des raffineries, c'est-à-dire principalement des familles ouvrières. Il y a des populations impuissantes et terrorisées qui sont jetées par dizaines de milliers sur les routes de l'exil.

"L'ordre" capitaliste montre une fois encore son vrai visage, celui d'une barbarie sans nom, où les prodiges de la technologie des grandes puissances du monde "civilisé" sont mis au service de la mort et de la destruction.

cain, en Afghanistan, en Inde, au Pakistan, etc.

Voilà la réalité du "nouvel ordre mondial" tant célébré par les grandes démocraties au lendemain de l'effondrement du bloc russe : celle d'un chaos de plus en plus sanglant qui se déchaine maintenant au cœur de l'Europe.

C'est le capitalisme mondial sous toutes ses formes, "démocratiques" ou "totalitaires", qui porte avec lui la guerre.

Milosevic, Clinton et consorts, tous des gangsters et des assassins

Lors de la sinistre opération "Tempête du Désert" dans le Golfe persique en janvier 1991, tous les gouvernements des "belles démocraties" occidentales nous avaient raconté qu'ils avaient déclenché une "guerre propre" et

pour cela on écrase sous les bombes et on affame les populations opprimées par ces mêmes dictateurs.

Quant au "droit international", les grandes démocraties d'Europe et d'Amérique se sont toujours assises dessus.

Aujourd'hui, c'est encore plus clair : les bombardements de l'OTAN en Serbie, sans même la feuille de vigne d'un mandat de l'ONU, montrent à l'évidence que les "grands" qui dirigent le monde n'ont que faire de ce fameux "droit international" !

Toutes ces crapules impérialistes prétendent faire régner la "Loi". C'est vrai, mais quelle loi ? LEUR loi, c'est la loi de la jungle, la loi du plus fort, la loi des gangsters, la loi de la barbarie du capitalisme !

Milosevic, comme Saddam Hussein, est un dictateur sanguinaire de la pire

Contre les attaques de la gauche "plurielle" Contre les manoeuvres des syndicats

C'est tous unis qu'il faut lutter

(lire page 4)

Dans ce numéro

Europe : partout, la gauche au gouvernement attaque la classe ouvrière	p. 2
Affaire Öcalan : le contrôle de la Turquie, enjeu des rivalités impérialistes	p. 3
Cohn-Bendit, le va-t-en-guerre	p. 3
France : les syndicats sabotent la lutte	p. 4
Tract : C'est tous unis qu'il faut lutter	p. 4
Couverture médicale universelle : la gauche "fait du social" pour mieux démanteler le système de santé	p. 5
Sang contaminé : les sordides intérêts du capitalisme	p. 5
Courrier : il y a plus de 50 ans que le trotskisme a trahi le camp prolétarien	p. 6
"Gauche communiste" du PCF : derrière l'imposture, les nouveaux héritiers de Staline et Thorez	p. 8
"Nouvelle Huma" : nouvelle attaque contre le marxisme	p. 2

Partout, la gauche au gouvernement attaque massivement la classe ouvrière

Aujourd'hui, où onze pays européens sur quinze sont dirigés par des gouvernements à majorité sociale-démocrate, nous sommes plongés dans une Europe "rose". Et nous avons toujours ce discours sur la "construction d'une Europe sociale", n'hésitant pas à stigmatiser la rapacité et l'égoïsme de la droite. En Grande-Bretagne, le travailliste Tony Blair avait ainsi donné le ton dès son arrivée au pouvoir, prônant les vertus d'une "troisième voie" résumée dans *"La solidarité, la justice, la liberté, la*

tolérance et l'égalité des chances" parait-il incarnées par la gauche.

La gauche attaque toutes les conditions de vie ouvrière

Mais, dans la réalité, on a surtout vu les gouvernements de gauche attaquer la classe ouvrière aussi bien que leurs prédécesseurs de droite, tapant encore plus fort qu'eux. Leur seule différence avec la droite tient dans leur plus grande capacité à masquer la violence des

mauvais coups derrière un verbiage "de gauche", "social", destiné à faire passer la pilule.

Une des grandes "oeuvres" à laquelle s'attelle activement la gauche est le démantèlement de l'Etat-providence. Les chômeurs, les "exclus" en tous genres, ces pauvres survivant de "trois sous" "offerts" par l'Etat et de plus en plus nombreux, coûtent trop cher. Alors que la revendication du "Welfare State" était un des chevaux de bataille des

partis de gauche, surtout lorsqu'ils étaient dans l'opposition, on les voit maintenant procéder à la mise en oeuvre de sa destruction, sous couvert de "réformes" et autres changements de mentalités "dépassées". En clair, il s'agit d'attaquer la classe ouvrière au niveau du salaire social, c'est-à-dire de couper drastiquement dans tous les budgets sociaux, de réduire massivement les allocations en tous genres, tout ce que la bourgeoisie appelle sans vergogne les "avantages sociaux". Ainsi, dans la lignée des attaques menées par le gouvernement Clinton, le gouvernement britannique a mis en place des mesures soi-disant destinées à *"modifier la culture même du Welfare State"*. Il s'agit en fait de mesures et de pressions en tous genres afin de justifier la réduction ou la suppression pure et simple des aides sociales, sous le prétexte de pousser les fainéants, les "profiteurs du système" à trouver du travail, c'est-à-dire en jetant une fraction toujours plus importante de prolétaires dans une misère aggravée. Les mères célibataires sont donc incitées à chercher du travail -où cela, on se le demande- en raison de la baisse de leurs allocations spécifiques et les handicapés moteurs et mentaux sont de la même façon "invités" à travailler. La Suède, longtemps présentée comme le grand modèle du "socialisme étatique", et où le parti social-démocrate est au pouvoir depuis 1994, appuyé aujourd'hui par les Verts, a mis en branle un programme draconien de baisse des allocations pour les 11% de chômeurs. L'Italie, quant à elle, doit poursuivre sa politique d'assainissement budgétaire pour contenir la dette publique qui dépasse encore 100% de son PIB. Et on peut faire confiance à son président du conseil, Massimo d'Alema du Parti Démocrate Socialiste (ex-PCI) et ancien dirigeant des jeunesses communistes, ainsi qu'aux autres composantes de gauche de la coalition, parmi lesquelles une partie des anciens du Parti communiste (Rifundazione Comunista), pour *"inciter chacun à se sentir plus responsable pour ne pas tomber dans la piège de l'assistance"*. Quand la gauche parle de "mesures d'incitation au travail" ou autre "responsabilisation des citoyens" pour ne pas faire de nous des "assistés", cela veut dire que de nouvelles attaques contre les ouvriers au chômage comme au travail vont tomber comme des couperets. En France, le gouvernement a ainsi mis en application, sans délai et avec une redoutable efficacité, le plan Juppé que le PS, le PCF et les Verts avaient dénoncé haut et fort en 1995.

partis de gauche, surtout lorsqu'ils étaient dans l'opposition, on les voit maintenant procéder à la mise en oeuvre de sa destruction, sous couvert de "réformes" et autres changements de mentalités "dépassées". En clair, il s'agit d'attaquer la classe ouvrière au niveau du salaire social, c'est-à-dire de couper drastiquement dans tous les budgets sociaux, de réduire massivement les allocations en tous genres, tout ce que la bourgeoisie appelle sans vergogne les "avantages sociaux". Ainsi, dans la lignée des attaques menées par le gouvernement Clinton, le gouvernement britannique a mis en place des mesures soi-disant destinées à *"modifier la culture même du Welfare State"*. Il s'agit en fait de mesures et de pressions en tous genres afin de justifier la réduction ou la suppression pure et simple des aides sociales, sous le prétexte de pousser les fainéants, les "profiteurs du système" à trouver du travail, c'est-à-dire en jetant une fraction toujours plus importante de prolétaires dans une misère aggravée. Les mères célibataires sont donc incitées à chercher du travail -où cela, on se le demande- en raison de la baisse de leurs allocations spécifiques et les handicapés moteurs et mentaux sont de la même façon "invités" à travailler. La Suède, longtemps présentée comme le grand modèle du "socialisme étatique", et où le parti social-démocrate est au pouvoir depuis 1994, appuyé aujourd'hui par les Verts, a mis en branle un programme draconien de baisse des allocations pour les 11% de chômeurs. L'Italie, quant à elle, doit poursuivre sa politique d'assainissement budgétaire pour contenir la dette publique qui dépasse encore 100% de son PIB. Et on peut faire confiance à son président du conseil, Massimo d'Alema du Parti Démocrate Socialiste (ex-PCI) et ancien dirigeant des jeunesses communistes, ainsi qu'aux autres composantes de gauche de la coalition, parmi lesquelles une partie des anciens du Parti communiste (Rifundazione Comunista), pour *"inciter chacun à se sentir plus responsable pour ne pas tomber dans la piège de l'assistance"*. Quand la gauche parle de "mesures d'incitation au travail" ou autre "responsabilisation des citoyens" pour ne pas faire de nous des "assistés", cela veut dire que de nouvelles attaques contre les ouvriers au chômage comme au travail vont tomber comme des couperets. En France, le gouvernement a ainsi mis en application, sans délai et avec une redoutable efficacité, le plan Juppé que le PS, le PCF et les Verts avaient dénoncé haut et fort en 1995.

Partout en Europe, les systèmes de sécurité sociale prennent de moins en moins en charge les soins médicaux, des lits sont supprimés en masse dans les services hospitaliers et les hôpitaux eux-mêmes ferment par centaines. En Italie par exemple, les vaccins pour les enfants ne sont plus remboursés. Concernant les retraites en France, alors que la droite avait allongé la durée de travail nécessaire de 37,5 ans à 40 dans le privé, la gauche nous concocte une "réforme" qui fera passer celle-ci à 42,5 ans pour tous.

Licenciements, chômage, 35 heures, une attaque généralisée

Officiellement, l'Europe compte 16,5 millions de chômeurs. Et ce chiffre déjà faramineux, approchant celui des années trente, est bien en deçà de la

réalité du fait des nombreux traficotages effectués par les "spécialistes" de la gestion économique-politique bourgeoise afin de réduire le nombre des chômeurs comptabilisés dans les statistiques. Ainsi, la gauche peut prétendre dans certains pays comme la France avoir fait baisser le chômage ! Et, double avantage, cela lui permet encore d'augmenter la masse des prolétaires radiés, privés d'allocations, grâce aux crapuleries appelées "plans de lutte contre le chômage" que la gauche a mis en place partout en Europe. Et c'est loin d'être fini ! Les licenciements pleuvent et les emplois précaires se multiplient. Quelles en sont concrètement les conséquences pour la classe ouvrière ? Le constructeur automobile Rover annonce 1500 suppressions d'emploi, sans compter les quelques 10 à 20 000 licenciements auprès de ses sous-traitants. Siemens ferme son usine de microprocesseurs de Tyneside (2000 ouvriers licenciés) ; à Sheffield, les aciéries Avesta suppriment 1000 postes de travail. La liste serait longue et on sait que les prévisions économiques de la très sérieuse Business Strategies font état de la nécessité de supprimer 350 000 emplois dans l'industrie d'ici fin 1999 ! Avant même d'ajouter les suppressions qui vont en résulter dans d'autres secteurs, cela signifie que plus de 5000 ouvriers vont être jetés à la rue chaque semaine dans les mois à venir.

En Allemagne, le gouvernement de coalition SPD/Verts a annoncé la suppression de milliers d'emplois à Deutsche Telekom et dans les chemins de fer. Ces ouvriers vont venir rejoindre les 4,1 millions de chômeurs existant dans ce pays, alors que, dans les Länder de l'Est, près d'une personne sur cinq est d'ores et déjà sans emploi.

Dans la campagne sur les 35 heures en France et en Italie, la gauche prétendait créer des emplois et du "temps libre". En fait, cela a permis de développer une série d'attaques tous azimuts, notamment en ce qui concerne l'accroissement de la flexibilité et de la productivité. Partout en Europe, elle met en place l'annualisation du temps de travail, c'est-à-dire l'exploitation accrue des prolétaires au gré des besoins des entreprises ; elle généralise la précarité, disposant ainsi d'une main d'oeuvre plus mobile, le tout dans un contexte de blocage des salaires, ce qui permet de baisser les coûts de production. En Allemagne, où les 35h sont déjà en application depuis 1984 sous le prétexte d'enrayer le chômage, la gauche prévoit même de généraliser le passage aux 32h et sans compensation des salaires. Pour faire passer ce type d'attaque en règle contre toute la classe ouvrière, la gauche la déguise évidemment en progrès social mais use également sans aucune retenue de la culpabilisation de ceux qui sont un peu moins mal lotis. Alors que nombre d'entre nous sont déjà en train de faire vivre un, voire plusieurs membres de leur famille frappés par le chômage !

Ne nous laissons pas aveugler et immobiliser par les mensonges de la gauche. L'approfondissement de la crise du système capitaliste ne peut que se traduire par plus de misère et plus d'exploitation pour tous. Face à cette perspective, la seule réponse de la classe ouvrière, c'est le combat le plus résolu et le plus conscient pour défendre ses conditions de vie et de travail, contre tous ses ennemis et surtout ses faux-amis comme la gauche.

Alix

LES NOUVEAUX HERITIERS DE STALINE ET THOREZ

(SUITE DE LA PAGE 8)

tions révolutionnaires", et entre les deux, ... le "stalinisme" qui ne serait qu'un "centrisme", oscillant continuellement entre les deux autres : *"Ni l'analyse morale, ni l'analyse sociologique, ni même l'emploi de la notion de contre-révolutionnaire pris isolément, ne suffisent à comprendre le stalinisme. C'est pourquoi nous préférons qualifier le stalinisme de centrisme"* (ibid). La boucle est bouclée : n'ayant jamais été contre-révolutionnaire, le stalinisme, d'après cette "démonstration", est toujours resté dans le camp prolétarien (6) : *"Le centrisme se définit par la référence à la révolution socialiste, l'éclectisme théorique, l'hésitation permanente entre la réforme et la révolution, l'absence de principes politiques et donc par l'opportunisme. Le discours stalinien inclut un double discours avec un versant révolutionnaire et un versant réformiste. Il s'agit en fait d'un double discours permanent"* (ibid). Donc, à l'ère stalinienne, *"le double discours des PC est le produit d'une ligne de compromis entre les conquêtes de la classe ouvrière en URSS et la bourgeoisie au niveau international"* (ibid).

La GC du PCF contre les internationalistes

En fin de compte, on aboutit à la resucée de la théorie des "acquis socialistes" en URSS, corollaire de la défense stalinienne de la "patrie socialiste". En guise de "positions révolutionnaires" du PCF en pleine période stalinienne, ils brandissent l'exemple du maquis et de la Résistance : *"des vagues de militants ont rejoint le PCF et ont revigoré ses traits révolutionnaires, notamment les Résistants"*. Et ces gens là osent usurper le nom de la "Gauche Communiste" alors que le parti stalinien a, au nom de cette Résistance, traqué, pourchassé et assassiné les membres de la véritable "Gauche Communiste", les véritables internationalistes, à la fin de la guerre mondiale en les accusant d'être "des espions à la solde de l'Allemagne nazie".

Cette GC du PCF est un ramassis d'impoteurs, d'escrocs qui ne se peignent aux couleurs de la Gauche Communiste que pour mieux duper les prolétaires. La fonction réelle de la GC du PCF est précisément de parvenir à masquer que la défense du capital national est le critère déterminant du passage du camp prolétarien au camp de la bourgeoisie. Leur supercherie est un piège tendu par la bourgeoisie pour permettre au PCF, compromis au gouvernement, de préserver un pôle mystificateur spécifique sur la classe ouvrière. Tout est bon pour faire avaler

que la question de l'heure, c'est de sauver le PC menacé de perdre son identité "communiste", comme ils proclament que l'urgence, c'est de *"sauver le journal L'Humanité"*, aux prises avec les pires difficultés financières, pour en faire *"un vrai journal communiste, (...) un outil de résistance, (...) un journal militant qui dit ce que les autres ne disent pas"* (janvier/février 1999). Ces faussaires ne s'appuient sur le passé du mouvement ouvrier et ne se réfèrent à ses expériences historiques que pour faire passer en contrebande leur camelote stalinienne avariée afin de pourrir la conscience des ouvriers. Même s'ils s'en réclament aujourd'hui, ces gens-là n'appartiennent nullement à la continuité révolutionnaire de Marx, Rosa Luxembourg ou de Lénine, mais ils continuent et cherchent à perpétuer bel et bien la tradition stalinienne des Thorez et des Duclos.

C'est pourquoi nous proclamons à la face de ces imposteurs : Bas les pattes

de Rosa Luxembourg ! Bas les pattes de la Gauche Communiste ! Bas les pattes de Marx et de Lénine !

C'est pourquoi tous les véritables courants révolutionnaires ont la responsabilité de démasquer ces chiens de garde du PCF et de dénoncer leur existence et leurs entreprises qui ne visent pas seulement à prêter main-forte au PCF mais s'inscrivent aussi dans la nouvelle offensive de la bourgeoisie pour brouiller et pour dénaturer les leçons de l'histoire tirées par la véritable Gauche Communiste.

CB

(6) Il faut noter que la GC du PCF cherche ici à s'appuyer implicitement sur les confusions encore persistantes à ce sujet au sein de la véritable Gauche Communiste, notamment la Gauche italienne qui maintenait encore cette analyse dans les années 30. Avec la guerre, la caractérisation du stalinisme comme courant de la bourgeoisie à part entière devint une question principielle.

"NOUVELLE HUMA"

Nouvelle attaque contre le marxisme

Le 18 mars, le P"CF, ce parti de la bourgeoisie, a lancé la nouvelle maquette de son quotidien *L'Humanité*, avec en soutien un slogan particulièrement ronflant et racoleur : *"La nouvelle humanité, un grand pas dans l'histoire de l'humanité"*. Avec un grand "ouf", il a réussi par la même occasion à se débarrasser d'un seul coup, et d'un seul, de la faucille, du marteau et de la référence attenante au logo, *"Journal du parti communiste français"*. Une véritable "rupture", comme il s'en glorifie lui-même, tout heureux d'avoir accompli un nouveau pas vers l'élimination d'un passé stalinien encore trop présent. Mais le PCF, en parti d'avant-garde de l'hypocrisie crasse et de la crapulerie politique, ne se contente pas de lisser son image. N'ayant décidément peur de rien et afin de bien frapper son public, c'est carrément de la tête de Karl Marx dont il se paie, un Marx au visage garni de rondelles de concombre pour annoncer que le PCF fait peau neuve, sous-entendu "humoristique" pour dire qu'il va changer, qu'il a même déjà changé ! Regardez, nous nous moquons de nos propres idoles, foin du dogmatisme associé comme par hasard, non pas à Staline, mais à Karl Marx ! Voici une des plus belles contributions à la montagne d'insanités proférées contre le prolétariat, son histoire et celle de ses plus grandes figures par

toute la bourgeoisie internationale, plus fortement que jamais depuis l'effondrement du bloc de l'Est. Cette sortie en fanfare de la nouvelle *Humanité* vient d'ailleurs fêter en quelque sorte le dixième anniversaire du déclenchement de cette offensive antiouvrière marquée par des campagnes anticomunistes incessantes. Non content d'avoir utilisé pendant 60 ans le nom et la parole du fondateur du matérialisme historique en l'associant à toutes ses crapuleries, en se cachant derrière lui pour les justifier comme tous ses frères staliens du monde entier, il s'en sert aujourd'hui pour apporter sa caution plus brillante que jamais à cette "découverte" de 1989 que Marx et le marxisme sont caducs, dépassés, vieilliss. Pire encore, il s'agit aussi, d'une manière particulièrement pernicieuse, d'avancer une fois de plus l'idée que le stalinisme et le marxisme sont indissociablement liés et, mieux, de rendre ce dernier carrément responsable du passé des staliens. Alors pourquoi se gêner ? Appliquer des rondelles de concombre à Marx c'est, dans l'esprit de ceux qui en ont fait hier une idole pour mieux dénaturer le marxisme et sa pensée, s'en servir "avec drôlerie", de tête de massacre pour continuer à lui cracher dessus et achever de l'assassiner.

Albizia

Le capitalisme c'est la guerre ! Guerre au capitalisme !

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

sacres de populations. Rien n'est plus faux ! Les conséquences de l'opération "Force déterminée" ne peuvent être que de nouveaux massacres des populations albanaises qu'on prétend protéger, l'embrasement généralisé dans les Balkans, le déchaînement d'un chaos sanglant en Europe.

Les forces coalisées de l'OTAN pourront bien massacrer "pour l'exemple" autant de vie humaines qu'elles voudront en Serbie, il ne sortira, comme en Irak, aucun "ordre mondial" de cette nouvelle croisade "humanitaire".

Les guerres ne sont pas le fait des "erreurs diplomatiques" ou de la "mauvaise volonté" des dirigeants de ce monde. Elles sont la seule réponse que le capitalisme puisse apporter à sa crise économique insurmontable. C'est cette crise qui exacerbe la concurrence et les rivalités entre toutes les nations. Plus cette crise va s'aggraver, comme on le voit aujourd'hui, et plus le capitalisme va se vautrer dans les massacres, plus la guerre va se rapprocher des pays les plus développés.

C'est bien ce qu'on voit aujourd'hui : c'est la première fois depuis plus d'un demi-siècle que les grandes puissances déchaînent ouvertement et massivement la guerre sur le territoire de l'Europe. Et ce n'est pas fini. Le futur sera encore plus sanglant et barbare que le passé.

Seule la lutte de la classe ouvrière peut mettre fin à la barbarie capitaliste

Aujourd'hui, comme dans le passé, les populations civiles et particulièrement les ouvriers sont les premières victimes

de la guerre impérialiste. En Serbie, comme en Irak, ce sont en grande partie des ouvriers en uniforme, et non pas les hommes du gouvernement, qui sont livrés à la boucherie comme chair à canons. Dans les pays impliqués derrière les drapeaux de l'OTAN, ce sont les familles ouvrières qui vont pleurer leurs enfants si les troupes terrestres sont engagées.

Mais dans la guerre, la classe ouvrière n'est pas seulement la principale victime. Elle est aussi la seule force qui puisse réellement combattre la barbarie capitaliste.

C'est par sa lutte révolutionnaire en Russie en 1917 et en Allemagne en 1918 qu'elle a contraint la bourgeoisie à mettre fin à la Première Guerre mondiale.

Et si elle n'a pas pu empêcher ni mettre un terme à la Seconde Guerre mondiale, c'est parce qu'elle avait été battue par la contre-révolution stalinienne, terrorisée par le fascisme ou embrigadée par les partis de gauche dans les "fronts populaires" et la "résistance".

C'est parce que, depuis la grève massive de Mai 68 en France, la classe ouvrière mondiale a développé ses luttes en refusant de se soumettre à la logique du capitalisme en crise qu'elle a pu empêcher le déchaînement d'une troisième guerre mondiale.

Cette force de la classe ouvrière, toutes les fractions de la bourgeoisie veulent la lui masquer :

- en lui faisant croire que la guerre et la "paix" ne dépendent que des tractations diplomatiques entre les dirigeants de ce monde ;

- en lui faisant croire, à travers ses campagnes sur la "faillite du communisme", que la révolution prolétarienne ne peut mener qu'à la dictature stalinienne ;

- en détournant son inquiétude et sa colère vers le terrain pourri des illusions sur un capitalisme "pacifique".

Le "pacifisme" a toujours été le meilleur complice du bourrage de crâne belliciste. Ce ne sont pas les défilés derrière les banderoles réclamant des négociations et appelant les gouvernements à la "sagesse" qui peuvent empêcher le déchaînement des massacres. On l'a vu à la veille des deux guerres mondiales, pendant la guerre du Vietnam ou lors de la guerre de Golfe.

Toutes ces mascarades ont toujours été le meilleur moyen pour détourner la classe ouvrière du seul combat qui puisse s'opposer réellement à la guerre et mettre un terme définitif à la barbarie : la lutte massive et unie de toute la classe exploitée contre la classe ennemie, celle des exploités et des massacreurs.

C'est en refusant les sacrifices que veut leur imposer la bourgeoisie pour

financer ses guerres et lui faire supporter la crise économique de son système que les ouvriers se donneront la force collective de s'opposer au sacrifice suprême, celui de leur vie dans les guerres impérialistes.

C'est en refusant de se laisser intimider par l'effroyable démonstration de force des grandes puissances qu'ils pourront surmonter leur sentiment d'impuissance et retrouver confiance en leur capacité à jouer un rôle décisif dans l'avenir de l'humanité.

C'est en développant massivement leurs luttes pour la défense de leurs intérêts de classe exploitée contre la dégradation de leurs conditions de vie, en forgeant dans ces luttes leur solidarité, leur unité et leur force de classe, en prenant conscience de la gravité des enjeux de la situation actuelle, que les

ouvriers de tous les pays seront capables de mettre fin au capitalisme et à toute sa barbarie.

Les prolétaires n'ont pas de patrie !

Prolétaires de tous les pays unissez-vous !

À la guerre des brigands impérialistes, opposons la guerre de classe !

Il faut détruire le capitalisme avant qu'il ne détruise l'humanité !

Courant Communiste International (25 mars 1999)

Tract distribué en Allemagne, Belgique, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Italie, Mexique, Pays-Bas, Suède, Suisse, Venezuela.

Les bombardements de l'OTAN ayant été déclenchés au moment où nous mettons sous presse, l'analyse plus détaillée de la politique impérialiste des grandes puissances sera développée dans le prochain numéro de RI.

AFFAIRE ÖCALAN

Le contrôle de la Turquie, encore un enjeu des rivalités impérialistes

Le mois dernier, l'enlèvement du chef du PKK, Öcalan, a fait la une de la presse internationale. La médiatisation de cet événement de basse police impérialiste, précédée par celle de sa cavale européenne et renforcée par la démission de deux hauts fonctionnaires grecs, a montré qu'il ne s'agissait pas d'un simple fait divers. C'est en effet à un nouvel épisode de la dynamique vers une aggravation des tensions impérialistes entre les grandes puissances, en premier lieu entre les Etats-Unis et l'Allemagne, auquel on a pu assister.

La mystification de la "libération nationale" kurde

Contrairement à ce que les médias en France ont raconté, il n'est nullement question, dans l'affaire, de "lutte pour les droits de l'homme", qu'il s'agisse d'Öcalan ou des pays l'ayant "protégé". Le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), vieux résidu issu de l'époque de la guerre froide et des luttes de "libération nationale" servant les besoins de l'impérialisme russe, n'est qu'une clique de tueurs, de gangsters se gargarisant d'être des "chefs de guerre". Hier manipulée essentiellement par l'URSS et par des puissances régionales comme l'Iran, la Syrie, l'Irak ou la Turquie elle-même jusqu'en 1989, l'éclatement du bloc de l'Ouest et la guerre du Golfe lui a permis de s'ouvrir de nouveaux horizons vers les grandes puissances qui cherchent à s'opposer à la politique américaine en Irak et en Turquie. Ses méthodes, pillages, assassinats, trafics de drogue, menaces, chantages, etc. n'ont strictement rien à envier à celles de la police et de l'armée turques, vilipendées par les "démocraties" occidentales quand cela les arrange (1). Le terrorisme destructeur dont il se réclame et qu'il applique sans remords est aussi à l'image de son idéologie, celle de brutes vivant de la crédulité des populations kurdes et servant

les intérêts du plus offrant. Son fonds de commerce, c'est son opposition à l'Etat turc, dont il use pour préserver son existence et les services grassement payés des mafieux qui le composent.

L'aggravation de l'affrontement Etats-Unis/Allemagne

Les tribulations d'Öcalan en Europe et les tractations auxquelles elles ont donné lieu n'ont nullement constitué les péripéties d'un bon samaritain en quête d'appuis pour soi-disant dénoncer les crimes commis contre les Kurdes en Turquie. Il s'agissait essentiellement de celles d'un marchand de mort aux abois. Le "soutien" que leur ont apporté les différentes puissances européennes, spécialement l'Allemagne, avait pour but de le monnayer à l'Etat turc en échange de relations privilégiées avec ce dernier.

Incontestablement, ce sont les Etats-Unis qui sont responsables de l'enlèvement du leader kurde au Kenya. Car, malgré les dénégations du département d'Etat américain et quels que soient les pays impliqués dans l'affaire, c'est à eux que cet enlèvement profite complètement. Et il représente en ce sens un point marqué par Washington contre Berlin dans leur lutte pour le contrôle de la Turquie. Ankara se trouve être en effet un enjeu privilégié de ces deux puissances impérialistes.

Pour l'Allemagne, il s'agit de reprendre pied dans une position stratégique essentielle, au carrefour des Balkans et du Moyen-Orient. A l'heure actuelle, ce sont les Etats-Unis qui se trouvent en situation prépondérante par l'influence qu'ils exercent sur les cadres de l'armée turque pro-américains. L'éviction du pouvoir de Tançu Ciller à l'avantage des militaires il y a deux ans avait justement marqué une contre-attaque de la Maison Blanche pour maintenir sa position face à l'offensive allemande

sur Ankara. Mais ils sont du même coup en situation défensive devant la pression répétée de l'Allemagne pour leur ravir la place et savent pertinemment que leur rivale d'outre-Rhin ne lâchera pas le morceau car il est pour elle vital dans sa course effrénée à la reconstitution d'une zone d'influence à la hauteur de ses appétits. Le nain impérialiste jusqu'ici abrité à Bonn manifeste en effet toujours plus fortement son désir de se transformer en géant, logé à présent à Berlin.

Il ne fait aucun doute qu'à travers l'utilisation d'Öcalan, l'Allemagne brandissait la menace en direction d'Ankara d'un plus grand soutien au PKK et accentuait donc sa pression sur le gouvernement turc. On mesure là d'ailleurs l'agressivité impérialiste grandissante de Berlin, qui ne se contente plus de faire des avancées "soft", en sourdine, utilisant il y a encore peu de temps plutôt la carotte que le bâton. Ce que signifie l'ensemble de ces éléments, c'est que même si l'impérialisme allemand a perdu ici une bataille "diplomatique" au profit de la bourgeoisie d'outre-Atlantique qui renforce momentanément ses liens avec la Turquie, il est incontestable qu'ils signent une montée de plus en plus directe des tensions impérialistes entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

Ce que cela signifie encore, c'est l'exacerbation des conflits locaux déjà existants dans cette région et la perspective à relativement brève échéance de graves répercussions sur la poitrine qu'est le Moyen-Orient.

KW (23 mars)

Cohn-Bendit, le va-t-en-guerre

"Il faut prendre ses responsabilités. Nous n'avons pas le droit de laisser un dictateur tel que Milosevic faire et refaire des dizaines de milliers de réfugiés sans qu'on réponde." Clinton ? Chirac ? Blair ? Jospin ? Perdu, c'est Daniel Cohn-Bendit. L'ex-porte-parole des étudiants en colère de mai 68, celui qu'on appelait Dany-le-Rouge, a décidément fait beaucoup de chemin depuis 30 ans. Celui qui chevauchait les barricades et tenait tête aux CRS de De Gaulle a, depuis, fait une belle carrière de politicien en s'engageant dans le créneau "porteur" de l'écologie dans les années 70-80. Au début des années 80, l'affaire de l'installation en Europe de missiles et fusées Pershing pointées sur Moscou avait contribué à soutenir la notoriété de Dany-le-Vert qui, avec ses amis du parti "Grünen", s'était fait le champion des grandes campagnes pacifistes, mobilisant à tue-tête contre le militarisme et la guerre. Cela allait conduire Mr Cohn-Bendit jusqu'à sa position de notable de la mairie de Francfort, puis de respectable député du parlement de Strasbourg. Son "come back" français, coïncidant l'an dernier avec l'anniversaire de mai 68, était venu à point pour exorciser le mauvais souvenir que représente pour la classe dominante la grève massive de 10 millions de prolétaires annonçant la reprise historique des combats prolétaires. Dany expliqua qu'il n'y avait plus à craindre le retour de tels événements puisque les révoltés de 68 avaient désormais obtenu ce qu'ils voulaient (il

parlait évidemment pour lui). D'ailleurs, ses amis du parti de Mme Voynet n'ont-ils pas récemment rendu hommage aux... CRS (de Chevenement cette fois) pour avoir rétabli l'ordre face à une bande de chasseurs excités.

Aujourd'hui, tandis que les partis "Verts" participent en France et en Allemagne à la politique d'austérité "socialiste" des Schröder et Jospin, Dany-le-Rose se pose en "symbole vivant" de l'union européenne à la sauce social-démocrate, en se présentant aux suffrages des électeurs français. C'est à ce titre qu'on pouvait encore l'entendre, il y a seulement quelques jours, dénoncer à la radio le militarisme américain et le langage "Bombing, bombing" de Madeleine Allbright. Mais, voyez-vous, c'était avant le 24 mars et le déclenchement de l'opération "Force déterminée". A l'heure où l'Etat allemand affirme ouvertement ses propres ambitions militaristes en engageant -pour la première fois depuis 50 ans- ses forces armées dans cette nouvelle boucherie, Dany le va-t-en-guerre ne pouvait pas faire moins que "prendre ses responsabilités". Comme quoi il n'y a pas loin du vert pacifiste bêlant au vert kaki. Fervent partisan d'une "Europe politique forte", c'est-à-dire de la création d'une puissance militaire européenne capable de rivaliser avec celle de Washington, Dany-le-caméléon assume, sans état-d'âme, en bon représentant de la classe dominante qu'il est devenu depuis longtemps.

PE

(1) La France, pourtant à la pointe de la campagne pour la "victime" Öcalan, n'a aucunement rechigné pour accepter l'offre d'achat par la Turquie d'hélicoptères Cougars franco-allemands destinés spécialement aux forces de police, dont une bonne part va aller massacrer des Kurdes à l'est du pays.

CONTRE LES ATTAQUES DE LA GAUCHE "PLURIELLE", CONTRE LES MANOEUVRES DES SYNDICATS

C'est tous unis qu'il faut lutter

Aux quatre coins de la planète, l'économie capitaliste s'effondre par pans entiers. Après la crise boursière et financière qui a terrassé les pays d'Asie, l'onde de choc a gagné la Russie et les pays d'Amérique Latine. Cette crise n'est pas un phénomène propre aux régions les plus arriérées du monde. La deuxième puissance industrielle mondiale, le Japon, est déjà entrée de plein fouet dans la récession et les pays d'Europe occidentale ne seront pas épargnés. Cette aggravation de la crise économique mondiale révèle de façon évidente la faillite irrémédiable du capitalisme dont les conséquences s'annoncent de plus en plus catastrophiques pour la classe ouvrière.

Face à la débandade de son système, partout, la bourgeoisie n'a qu'une seule réponse à apporter, une seule politique à appliquer : celle du renforcement de l'austérité et des attaques contre la classe ouvrière. Chômage massif, licenciements, baisse des salaires, dégradations générales des conditions de travail, aggravation de l'exploitation et de la misère ouvrière, voilà la seule perspective et le seul avenir que puisse nous offrir le capitalisme.

La gauche au gouvernement renforce la politique antiouvrière de la droite

En France, comme dans la majorité des pays d'Europe occidentale, c'est aujourd'hui un gouvernement de gauche qui assume la responsabilité des attaques portées contre la classe ouvrière. Cette situation n'est pas nouvelle. Déjà, au cours des deux septennats de Mitterrand, la gauche nous avait montré sa capacité à gérer les affaires de l'État bourgeois dans le seul intérêt du capital national. Les ouvriers n'ont pas oublié les différents plans d'austérité mis en place sous les gouvernements Mauroy, Fabius ou Bérégovoy. Ils n'ont pas oublié non plus la participation du PC à ces plans d'austérité (et notamment les charrettes de licenciements dans les secteurs de la sidérurgie et de l'automobile en 1983-84) lorsque ce même parti "communiste" avait des ministres au gouvernement.

Aujourd'hui, comme dans les années 80, c'est toute la gauche, PS et PC, qui dévoile une fois encore sa nature de classe : ces partis "socialiste" et "com-

muniste" sont, au même titre que tous les autres partis électoraux, de droite ou d'extrême-droite, des partis bourgeois.

Aujourd'hui, comme dans les années 80, la gauche au gouvernement ne fait que poursuivre et renforcer la politique d'austérité des gouvernements de droite précédents. La politique de Jospin ne vaut pas mieux que celle menée par Juppé. Elle est même pire. L'aggravation des conditions de vie des prolétaires ces deux dernières années a montré, une fois encore, que la gauche a fait mieux que le droite en matière d'attaques antiouvrières : baisse des salaires, renforcement de l'exploitation, licenciements, démantèlement du système de protection sociale, attaques contre les retraites, etc.

La seule différence qui les distingue réside dans le fait que la gauche accompagne aujourd'hui ses mesures d'austérité avec des discours encore plus mensongers que ceux de la droite. Par exemple lorsqu'elle prétend se préoccuper des intérêts des salariés. Mais elle sait aussi faire preuve du même cynisme.

Ainsi en est-il de la gigantesque campagne déployée au début de l'année à

propos du temps de travail des fonctionnaires, accusés à coups d'enquêtes médiatiques d'être non seulement des "privilegiés" et des "nantis", mais encore des tricheurs. Cette campagne vise non seulement à préparer le terrain aux baisses de salaires, notamment à travers la mise en place des 35 heures dans la Fonction publique, mais elle vise encore à diviser la classe ouvrière, à créer des rivalités entre ouvriers du public et du privé, entre ceux qui ont la chance d'avoir la "garantie" de l'emploi et ceux qui sont soumis en permanence à la menace des licenciements.

C'est sous couvert de "lutte contre le chômage" et d'amélioration de la "qualité de la vie" que la gauche a participé à la mise en place de l'attaque antiouvrière constituée par les 35 heures. Dans toutes les entreprises où les 35 heures ont été appliquées, cette mesure de "gauche" a signifié pour les travailleurs annualisation du temps de travail, flexibilité de l'emploi et baisse des salaires qui n'ont pas été compensés par de nouvelles embauches. Même si Madame Aubry jure, la main sur le cœur, qu'elle n'y est pour rien et que ce sont les patrons qui ont perverti l'esprit de sa "loi sociale" destinée à améliorer le sort des travailleurs, aujourd'hui, il est de plus en plus clair que le gouvernement et le patronat marchent main dans la main. Derrière la généralisation des 35 heures, ce que nous prépare le gouvernement de gauche, c'est tout simplement une généralisation du chômage partiel et, pour les patrons, une plus grande marge de manœuvre permettant de rentabiliser au mieux l'exploitation capitaliste.

Les syndicats et les gauchistes sont complices du gouvernement PS/PC

Pour mener à bien sa politique antiouvrière, la gauche au gouvernement bénéficie de la complicité des syndicats. C'est avec le soutien et la collaboration étroite de ces prétendus "défenseurs" des intérêts de la classe ouvrière que Jospin, Aubry et consorts sont en train de renforcer leurs attaques contre toute la classe ouvrière.

C'est au nom de la mystification syndicale du "droit au temps libre" et du "partage du travail" (c'est-à-dire du partage de la misère !) censés permettre de résorber le chômage que les syndicats ont partout ouvert les négociations sur la baisse du temps de travail (et donc des salaires !).

C'est au nom de ces mystifications qu'ils avaient même organisé des manifestations contre le chômage en appelant les ouvriers à lutter pour les 35 heures ! Quant aux gauchistes, notamment les trotskistes de "Lutte Ouvrière", ils ne sont pas en reste : même si, aujourd'hui, les amis d'Arlette Laguiller changent de discours en dénonçant à cor et à cri la mise en application de la loi Aubry, n'oublions pas qu'ils ont apporté eux aussi leur contribution à ce marché de dupes en nous faisant croire qu'il s'agissait d'une mesure "progressiste" pour améliorer les conditions de vie des prolétaires. Il y a un an et demi, "Lutte Ouvrière" proposait aux ouvriers "d'aider le gouvernement" face au patronat (Éditorial de LO du 11/7/97). Il y a un an, LO se donnait pour objectif "d'éviter que la gauche ne se déconsidère une fois de plus" (LO du 6/3/98).

Aujourd'hui, la désillusion et la colère des ouvriers obligent syndicats et gauchistes à radicaliser leurs discours,

à critiquer plus ou moins ouvertement la politique du gouvernement.

Mais sur le terrain des luttes ouvrières que font-ils en réalité ?

Appellent-ils les prolétaires à se mobiliser massivement et à unifier leurs luttes contre les attaques du gouvernement et du patronat ? Non !

Quant c'était la droite qui gouvernait, ils n'avaient pas hésité à faire le forcing pour pousser un maximum d'ouvriers à entrer en grève comme c'était le cas lors du mouvement de décembre 95 contre le plan Juppé.

Aujourd'hui, il est clair que la gauche a déjà cogné beaucoup plus fort que la droite et malgré cela, on assiste à une apathie des syndicats qui font tout pour empêcher les ouvriers de se mobiliser massivement.

Pire encore, partout où les ouvriers ont commencé à riposter depuis l'automne dernier, les syndicats ont développé toutes sortes de manœuvres pour saboter leur lutte, étouffer leur combativité, empêcher l'extension de leur combat, disperser, cloisonner et éparpiller les grèves et les manifestations. Bref, leur tactique d'aujourd'hui n'est plus celle du grand barouf "unitaire" de décembre 95.

Cette gigantesque mascarade montée de toutes pièces par les syndicats n'avait d'ailleurs, à l'époque, qu'un seul objectif : non pas de défendre les ouvriers contre les attaques du gouvernement Juppé, mais de redorer leur blason pour faire croire aux prolétaires qu'ils ne peuvent se défendre efficacement qu'en faisant confiance aux syndicats.

Leur complicité évidente avec le gouvernement de gauche aujourd'hui montre que les ouvriers ont au contraire tout à perdre à s'en remettre aux syndicats. Ces gens-là sont, comme le PS, le PC et les organisations gauchistes, leurs pires ennemis. Ils sont dans le camp de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Leur seule fonction consiste à duper les prolétaires, à prendre les devants pour mieux saboter leurs luttes et permettre à la classe capitaliste de faire passer ses attaques.

Et si aujourd'hui, face à la "modération" des grandes centrales syndicales (CGT, CFDT, FO), on voit les trotskistes de "Lutte Ouvrière" et les syndicats "de base" (tels SUD ou le CRC) monter au créneau et tenir un discours d'opposition "radical" au gouvernement, c'est uniquement pour encadrer et saboter les luttes ouvrières. La multiplication des conflits sociaux depuis la fin de l'été dans le secteur public comme dans le privé (grèves à la SNCF, dans l'Éducation Nationale, dans les hôpitaux, aux PTT, aux chantiers navals du Havre, aux usines Thomson, etc.) montre que le ras-le-bol commence à se généraliser dans toute la classe ouvrière. C'est pour cela que la bourgeoisie a besoin de mettre en avant ses gauchistes et ses syndicats "alternatifs" pour encadrer les explosions du mécontentement ouvrier.

Il faut engager la lutte sans attendre les consignes des syndicats

Face à l'accélération des attaques contre toutes leurs conditions de vie, les ouvriers n'ont aujourd'hui pas d'autre choix que de lutter. Ils ne peuvent continuer à se laisser paralyser par la peur du chômage et des licenciements, à se laisser endormir par les discours soporifiques de cette "gauche plurielle" qui

Les syndicats sabotent la lutte de classe

La fin de l'année 98 a été marquée par la recrudescence des conflits sociaux, en particulier dans les transports où le ras-le-bol généralisé s'était cristallisé dans des grèves pour des effectifs supplémentaires. Depuis le début de l'année, une multitude de conflits sociaux ont éclaté dans tous les secteurs : grèves, débrayages et manifestations aux usines Renault, aux chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, dans la fonction publique et notamment à l'Éducation Nationale, à la Poste, aux Impôts, aux usines de la Seita, etc.

Face à cette montée de la colère ouvrière contre les attaques incessantes du gouvernement de gauche, la bourgeoisie utilise, comme à chaque fois, la stratégie du black-out afin de faire croire que la lutte de classe est absente de la scène sociale.

Mais cette stratégie ne s'arrête pas là. La classe dominante utilise aujourd'hui ses forces d'encadrement - les syndicats et leurs bases "radicales" - pour pourrir le terrain de la lutte, empêcher des explosions massives du mécontentement ouvrier et épuiser la combativité des prolétaires dans des impasses.

C'est bien ce qu'on a pu voir à la mi-mars, avec la "mobilisation" des enseignants mise en exergue par les médias dans le seul but de ridiculiser la lutte de classe.

Ainsi, dans la semaine du 15 au 20 mars, on a pu voir les syndicats dévoyer et éparpiller la combativité des travailleurs de l'Éducation Nationale en les appelant à plusieurs manifestations différentes suivant les mots d'ordre de tel ou tel syndicat. En jouant aujourd'hui la carte de la division entre les syndicats, ces manœuvres visent uniquement à empêcher un mouvement massif et uni de la classe ouvrière.

Cette tactique syndicale n'a pas seulement été mise en oeuvre dans le seul secteur de l'Éducation Nationale. C'est dans toutes les entreprises, du public comme du privé, que les forces d'encadrement bourgeoises ont généralisé la

même manœuvre de division, d'éparpillement et de cloisonnement des luttes.

Ainsi, le 16 mars, différents secteurs de la Fonction publique ont été appelés à cesser le travail et à manifester derrière les banderoles syndicales à des heures et en des lieux différents. Tandis que FO et la CFDT avaient organisé une manifestation des enseignants, les employés des Impôts manifestaient dans leur coin, isolés des ouvriers du secteur de l'armement, des ports, de l'EDF et de GDF !

Evidemment, pour organiser une telle dispersion, l'heure et le lieu de toutes ces manifestations n'étaient ni décidés en assemblées générales, ni annoncés dans la presse, l'information étant donnée par voie de tract syndical "en catimini", au dernier moment, aux seules catégories de personnels "autorisées" à y participer.

Le summum de toutes ces manœuvres a d'ailleurs été atteint par la manifestation des enseignants du 15 mars, à l'appel de la FSU et du SGEN qui ont réussi le tour de force de faire défiler, de chaque côté du boulevard Raspail à Paris, en deux cortèges distincts, d'un côté les professeurs et de l'autre les instituteurs !

Quant aux revendications mises en avant dans ces manifestations, par les syndicats et leurs bases "radicales", elles ont révélé, là encore, la volonté de ces chiens de garde de l'ordre social bourgeois, d'empêcher toute possibilité d'unification des luttes ouvrières. Dans l'Éducation Nationale, par exemple, certains slogans syndicaux appelaient à la démission d'Allègre, d'autres étaient contre la réforme des lycées, d'autres étaient pour cette réforme mais avec plus de moyens, etc.

En créant délibérément une telle ambiance de confusion, il est évident que les manœuvres de division des syndicats visaient à désarmer la classe ouvrière et à semer la désorientation la plus totale dans ses rangs.

L'objectif de tout ce sale boulot des syndicats aujourd'hui consiste à empêcher la classe ouvrière de faire obstacle à la politique capitaliste du gouvernement de gauche sur tous les plans. Ces manœuvres de sabotage des luttes ouvrières visent à permettre à ce même gouvernement de faire payer la crise économique aux prolétaires au nom de la défense des intérêts et de la compétitivité du capital national. Elles visent encore à permettre à cette gauche au pouvoir de se lancer tranquillement dans des aventures militaires, comme celle qui s'est déchaînée, une semaine après, en ex-Yougoslavie derrière les drapeaux de l'OTAN.

Les ouvriers doivent se souvenir que c'est en effet grâce au sabotage des grèves ouvrières à la veille de la Première Guerre mondiale et dans les années 30 que les syndicats avaient livré les masses prolétaires, pieds et poings liés, aux deux boucheries mondiales.

Et si aujourd'hui, les syndicats et les gauchistes, et notamment la CGT et les trotskistes de "Lutte Ouvrière" appellent les ouvriers à manifester derrière leurs banderoles "pacifistes" et celles du PCF, sous le mot d'ordre "Pour la construction d'une paix durable" (tract d'appel au rassemblement contre les bombardements de l'OTAN du 26 mars à Paris), c'est une fois encore pour dévoyer leur indignation contre la politique belliciste des gouvernements "démocratiques" sur un terrain pourri : celui des illusions consistant à faire croire aux ouvriers que la "paix" est possible dans le capitalisme.

La seule "paix durable" que veulent en réalité ces chiens de garde du capital, c'est d'abord et avant tout la paix sociale !

C'est bien ce qu'ont révélé leurs manœuvres de sabotage des luttes ouvrières de ces dernières semaines.

BL (27 mars)

La gauche "fait du social" pour mieux démanteler le système de santé

Une évidence s'impose : la gauche est cette fraction de l'appareil politique de la bourgeoisie qui est de loin la plus à même d'administrer "en douceur" des attaques radicales des conditions de vie de la classe ouvrière en les enrobant d'un vernis social destiné à les rendre plus "acceptables". Après les "35 heures", la nouvelle attaque en préparation sur la santé est un modèle du genre. La gauche a commencé par annoncer de grandes mesures sociales devant permettre l'accès aux soins à tous ceux qui en étaient privés en totalité ou en partie. La nouvelle "couverture maladie universelle", tel est le nom du noble projet, sous la protection de laquelle vont passer les 2,5 millions de personnes ayant déjà droit à la faveur de l'assistance médicale gratuite, va prendre en charge environ 3,5 millions de bénéficiaires supplémentaires. Ceux-ci, pour l'essentiel, sont encore affiliés à la sécurité sociale mais, par manque de moyens financiers, ne peuvent se payer la part de plus en plus importante des soins non remboursée. A cette fin, ils se verront offrir une mutuelle prenant en charge une partie du complément des remboursements de la sécurité sociale. Dans quelle proportion, ce n'est pas clair et c'est probablement là que se situe la première arnaque ! Mais ce n'est pas la plus grosse. Pourquoi ce bel élan de solidarité, digne des valeurs de la gauche, vient-il si tard vu que le problème de l'exclusion des soins, même s'il ne cesse de s'aggraver, n'est pas nouveau ? Voilà ce que tous les lâche-bottes humanistes au service du gouvernement ne nous disent pas non plus. Leur propagande fait tout pour, à l'avance, culpabiliser et clouer le bec de tous ceux qui trouveraient que c'est quand même cher payé pour les autres, "un peu moins mal lotis", qui, en compensation, vont voir leur situation s'aggraver considérablement ! En effet, si d'une main la gauche donne 10 mil-

liards de francs pour les plus pauvres, c'est pour de l'autre faire passer un plan visant à économiser plus de 60 milliards de francs sur le fonctionnement de la sécurité sociale. Et soyons clairs : les plus mal lotis comme ceux qui le sont un peu moins, tous pour la plupart sont des ouvriers à qui la bourgeoisie entend faire payer la note de la crise du capitalisme. Comment vont être réalisées les économies en question ? Avec du "déjà vu" mais aussi beaucoup d'innovation au service du démantèlement du système de santé.

Près de la moitié de cette somme sera économisée sur les frais de fonctionnement des hôpitaux. Il n'est pas encore dit clairement comment mais il y a tout à parier qu'il y aura une nouvelle amplification du rythme de réduction des lits d'hôpitaux. Ainsi pour être hospitalisé, il faudra attendre de plus en plus longtemps une place libre, à moins de pouvoir s'offrir des soins dans des cliniques privées conventionnées en partie ou pas du tout. Le surcoût pour le patient ne sera alors pris en charge, partiellement, que par des mutuelles trop chères pour être accessibles aux ouvriers. Il est dit également que les examens coûteux effectués à l'hôpital seront désormais prescrits avec parcimonie. On peut faire confiance, ce sera bien là le critère qui va tendre à s'imposer et non pas l'évolution de l'état de santé de ceux qui nécessitent ces examens.

Autre axe d'économie, le remboursement des médicaments qui s'effectuera sur la base du prix du médicament le moins cher de sa classe. Si donc le médicament dont a besoin le malade n'est pas le moins cher en question, celui-ci n'aura qu'à supporter le surcoût à 100%.

L'Etat entend aussi réduire le nombre des médecins conventionnés, par leur sélection sur la base d'un prétendu contrôle de compétences. Dans la réa-

lité, ce qui sera contrôlé et servira de moyen effectif de sélection, c'est leur docilité à appliquer les orientations de restriction des dépenses de santé au détriment du besoin des patients. Parallèlement à cela, il est prévu de mettre en vigueur une disposition déjà envisagée par le gouvernement Juppé consistant en un système de reversement par les médecins, sous forme de pénalités, du dépassement du quota des dépenses de santé. De quoi les motiver

à appliquer la rigueur ! Autre nouveauté, le pourcentage du remboursement effectué par la sécurité sociale deviendrait variable en fonction de la bonne volonté du patient. Seraient récompensés, par des meilleurs taux, ceux des patients qui accepteraient de s'abonner auprès d'un "médecin-référent", ce terme désignant, on imagine, un médecin ayant toute la confiance de la sécurité sociale. A l'opposé, les gros consommateurs de "soins médicaux" de-

vraient se soumettre à un bilan de soins destiné à vérifier s'ils ne commettent pas d'abus.

Ce n'est pas, loin s'en faut, la première attaque sur la sécurité sociale que subit la classe ouvrière. Mais cette fois-ci, crise oblige, le gouvernement entend aller très loin. Et en matière de santé, la gauche s'y entend pour dé-

(SUITE PAGE 6)

SANG CONTAMINE

Les sordides intérêts du capitalisme

Contrairement à ce qu'elle prétend, la bourgeoisie n'a que faire des centaines de morts, des milliers de malades contaminés, des hémophiles victimes de transfusions de sang infesté par le virus du SIDA au cours de l'été 1985. Ce n'est pas par hasard si les bourgeois de tous bords ont resserré les rangs derrière les ministres jugés dans le dérisoire show judiciaire auquel on vient d'assister. En tant que défenseurs d'un système basé sur la concurrence et le profit, ils sont TOUS mouillés et responsables de la logique capitaliste meurtrière, au même titre que ceux d'autres Etats concurrents également responsables de contaminations.

C'est bien la logique de l'austérité capitaliste qui a conduit en l'occurrence l'Etat français et son gouvernement de gauche, à retarder le dépistage du virus du SIDA chez les donneurs de sang estimant "hors proportion" le coût de sa prise en charge par la sécurité sociale (alors que la transmission de l'épidémie par voie sanguine était connue depuis 1981) - Notons au passage que

les collectes "à risques" dans les prisons se sont maintenues de 1983 à 1986 !

C'est bien la préservation d'intérêts industriels et, au-delà, la concurrence acharnée entre Etats sur le marché mondial, qui ont conduit à une véritable "guerre des tests". Si le gouvernement a refusé jusqu'en 1987 d'homologuer l'outil américain de dépistage Abbott, c'est pour ne pas mettre en péril la carrière de marchandise de son concurrent français, élaboré par l'Institut Pasteur. La bourgeoisie, de façon cynique, ne s'en cache pas et souligne, concernant le coup de pouce dont a bénéficié ce même Institut : "le souci d'aider les entreprises françaises est un quasi-devoir (souligné par nous) pour un responsable politique" (1). Le devoir de défense du capital national valait bien le sacrifice de centaines de vies humaines !

C'est encore la logique de la rentabilité capitaliste, alors que les techniques d'inactivation du virus par chauffage étaient maîtrisées depuis octobre 1984, qui a conduit à inoculer délibérément aux hémophiles du sang contaminé non chauffé jusqu'à fin 1985. Les firmes commerciales ont donc "continué de distribuer des produits non chauffés. En France, l'institut Mérieux a exporté jusqu'en novembre 1985. Aux Etats-Unis, la Food and Drug Administration ne les a jamais interdits" (2). Il fallait bien, par souci de rentabilité... liquider les stocks !

La classe dominante cherche à nous faire croire à de simples "dysfonctionnements", liés au "contexte de l'époque", tout en jurant qu'à ses yeux la "santé n'a pas de prix" ! Quel cynisme ! Le sordide calcul qui ne s'intéresse à la souffrance humaine que dans la mesure où on peut en extirper des profits sonnants et réverbérants n'est pas l'apanage de quelques firmes pharmaceutiques sans scrupules. Ce calcul est tout autant celui des Etats et de leurs responsables politiques en charge de l'intérêt du capital national. "La santé a un prix" pour le capital, en tant qu'elle représente une marchandise et que cette marchandise fait partie de l'entretien de la force de travail. Destinée à rafistoler les prolétaires pour en prolonger l'exploitation, elle devient un "luxe" aux yeux de la classe bourgeoise si elle n'est pas rentabilisée dans la production capitaliste.

Le scandale du sang contaminé rejoint celui des monstrueux trafics d'organes, pratiqués par une mafia qui,

dans l'impunité la plus totale et sous la protection des Etats développés "civilisés", mutile des êtres humains en échange d'une bouchée de pain.

Quant au SIDA lui-même (ou d'autres virus comme la fièvre d'Ebola), l'hypothèse est de plus en plus émise que des manipulations militaires soient à l'origine de la virulence et de la dimension épidémique soudaines de ces nouvelles maladies. Faut-il s'en étonner, alors que la bourgeoisie a largement prouvé ce dont elle était capable, en commettant tout au long de ce siècle, à plus grande échelle, des meurtres de masses avec les nombreuses guerres ?

Le capitalisme en décomposition n'est plus capable d'apporter le moindre progrès pour l'humanité. S'il est toujours capable d'innovations techniques, elles sont dévouées à semer la mort et le chaos. Alors que par le passé, lorsque le système capitaliste était en pleine expansion, les profits stimulaient les recherches conduisant à vaincre les épidémies, aujourd'hui, après pratiquement un siècle de décadence, sa crise permanente et irréversible contraint la bourgeoisie à rogner sur tous les budgets de la santé, sur la recherche, à fermer des hôpitaux non rentables, à remettre en cause l'accès aux soins élémentaires.

Le "procès" des ministres aura fait la démonstration, pour ceux qui pouvaient encore en douter, à quel point dans la justice bourgeoise la classe capitaliste est toujours à la fois juge et partie ! Après avoir désigné en son sein trois "accusés" chargés de porter le chapeau pour tous les autres, elle n'aura réussi à en condamner qu'un, et encore... à rien ! Cependant, sur le fond, ce second "procès du sang", (comme le précédent qui avait condamné Garetta et comme le troisième annoncé qui prévoit de sacrifier des "fusibles" moins liés au pouvoir de l'Etat) n'avait qu'un but : disculper le premier véritable responsable des meurtres prémédités qui n'est autre que le SYSTEME CAPITALISTE lui-même.

Un système qui donne la mort à la place de soins est un système pourri ! La tragédie des transfusions de sang montre, une fois encore, que le capitalisme est une menace pour le genre humain. Ce n'est donc pas de la "justice" de ce système dont nous avons besoin, mais de sa destruction !

W (13 mars)

(1) Le Monde 10-03-99

(2) Le Monde 27-02-99

C'EST TOUS UNIS QU'IL FAUT LUTTER

(SUITE DE LA PAGE 4)

les appellent en permanence à défendre la "démocratie" bourgeoise en agitant l'épouvantail du danger fasciste. Plus on hésite à mener le combat contre les attaques de l'Etat et du patronat, plus on laisse les mains libres à la bourgeoisie pour cogner encore plus fort.

C'est pour cela que les ouvriers doivent dès à présent prendre l'initiative d'engager le combat sans attendre les consignes et les mots d'ordre des syndicats et de leur base "radicale". Car leur seule politique a toujours été celle de prendre la direction des luttes pour les saboter et les mener à la défaite.

Pour pouvoir se défendre efficacement, faire l'expérience de leur propre force et développer leur unité de classe, les ouvriers ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Ils doivent se mobiliser contre toutes les divisions corporatistes dans lesquelles les syndicats et les gauchistes veulent les enfermer. Pour cela, il faut :

- ne pas rester isolés chacun dans son coin. Dès qu'une attaque tombe dans tel ou tel secteur ou entreprise, les ouvriers doivent immédiatement se rassembler, discuter sur les lieux de travail, aller massivement dans les AG, décider collectivement des actions à mener, ne pas hésiter à contrer les consignes des syn-

dicats, à prendre la parole pour dénoncer leurs magouilles ;

- lorsque, dans les AG, la décision d'engager la lutte est prise, il faut immédiatement poser la question de son extension, car toute lutte qui reste isolée dans une entreprise ou un secteur est inévitablement vouée à la défaite. Les ouvriers doivent envoyer des délégations aux entreprises les plus proches afin d'entraîner les ouvriers des autres secteurs et entreprises à se joindre au combat en mettant en avant des revendications communes à tous. C'est le seul moyen pour les ouvriers de développer leur unité et leur solidarité de classe face à des attaques qui concernent toute la classe ouvrière. Et si la dynamique de la lutte s'épuise, si on ne peut pas rapidement l'élargir, il faut éviter de gaspiller ses forces dans des grèves longues et isolées qui aboutissent à la démoralisation. Il faut éviter une reprise en ordre dispersé qui provoque l'amertume entre les ouvriers. C'est tous ensemble, en assemblée générale, qu'il faut décider de la reprise afin de préserver ses forces pour repartir à nouveau au combat lorsque les conditions seront plus favorables ;
- continuer à discuter sur les lieux de travail pour tirer tous ensemble les

leçons de la lutte. Ces moments de réflexion collective font partie intégrante du combat. Ils sont indispensables pour permettre aux ouvriers de mieux s'organiser dans les luttes futures et surtout de se préparer à déjouer les pièges des syndicats et de leurs bases "radicales".

C'est uniquement à travers l'expérience vivante de la lutte que la classe ouvrière pourra non seulement obliger la bourgeoisie à reculer ou freiner ses attaques, mais surtout prendre conscience que le capitalisme n'a plus rien à offrir aux exploités et qu'il faut le renverser. C'est uniquement dans et par la lutte que les prolétaires pourront s'affirmer comme seule force révolutionnaire de la société, la seule qui puisse détruire le système économique bourgeois et libérer l'humanité de l'exploitation, de la misère, des guerres, des famines.

"Les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes ; ils ont un monde à gagner".

"L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes".

Courant Communiste International (mars 1999)

Il y a plus d'un demi-siècle que le trotskisme a trahi le camp prolétarien

Un lecteur nous écrit :

"(...) nos points de vue diffèrent quant à l'analyse de la nature politique des organisations se situant à la gauche du PCF. Dire que celles-ci font le jeu de la bourgeoisie me semble un peu rapide. Or cette question est d'autant plus cruciale que tous les éléments objectifs de la situation actuelle (crise économique mondialisée, paupérisation accélérée des populations, montée de l'extrême droite) annoncent un affrontement direct et radical opposant les travailleurs à la bourgeoisie à court ou moyen terme. Devant l'ampleur de cet enjeu pour la classe ouvrière, s'impose à mon avis, la nécessité de construire un grand parti révolutionnaire regroupant la masse des travailleurs et des militants d'extrême-gauche, prêt à s'emparer du pouvoir politique, et à l'intérieur duquel les différentes fractions du marxisme révolutionnaire pourraient débattre démocratiquement (c'était il y a quelques années, le projet d'Arlette Laguiller et aujourd'hui celui de Voix des Travailleurs, par exemple). A l'heure actuelle, ceux-ci se trouvent éparpillés dans des syndicats et partis multiples et cet émiettement me semble être un obstacle à l'unification des luttes en perspective. Cette division, faut-il le rappor-

ter, est le résultat du travail de sape de la bureaucratie stalinienne, de sa violence à l'encontre de ceux qui résistent à son imposture. Or les mouvements sociaux (sans-papiers, lycéens, chômeurs, etc) ne pourront avoir une efficacité révolutionnaire que s'ils sont politisés et encadrés par une avant-garde consciente de grande ampleur, occupant le vide politique laissé par la conversion des partis de gauche à l'économie de marché. La candidature LO-LCR aux élections européennes, si discutable et opportuniste soit-elle, peut créer une dynamique dans ce sens (...)

Sur quels éléments (culture politique, prises de position, pratiques organisationnelles, personnage historique de Trotsky, etc) vous basez-vous pour rejeter les organisations trotskistes hors du processus révolutionnaire ou pour les disqualifier ? (...) Ne pensez-vous pas que, si certaines de ces organisations pratiquent la collaboration de classe, il puisse se trouver dans leurs rangs des militants authentiquement révolutionnaires ? La question du parti ne résoud pas tout, bien évidemment, mais sa construction me semble être une étape majeure dans la lutte du prolétariat pour son émancipation et sur ce point rien n'est à négliger."

Notre réponse

Effectivement, la question de la nature de classe des organisations "à la gauche du PCF" est des plus cruciales pour le développement des luttes ouvrières et pour la perspective révolutionnaire. Et toute politique révolutionnaire authentique exige la plus grande clarté sur cette question. Mais nous sommes désolés de décevoir notre lecteur, qui semble penser qu'il existerait une "grande famille révolutionnaire", incluant tant les différentes chapelles trotskistes que le CCI, mais nous pensons effectivement que les groupes trotskistes ne sont pas des organisations prolétariennes et qu'elles sont depuis longtemps devenues des fractions radicales de la gauche de la bourgeoisie.

Contrairement à ce qu'a l'air de croire notre lecteur, ceci n'est ni du "sectarisme", ni un jugement "un peu rapide". Les critères sur lesquels se fonde le CCI pour définir la nature de classe d'une organisation (au-delà de ce qu'elle se prétend être) ne sont autres que ceux donnés par l'expérience historique du prolétariat. Ce n'est pas ce que les organisations disent d'elles-mêmes ni le fait que leurs militants croient sincèrement oeuvrer pour la révolution qui suffit à les identifier comme organisations révolutionnaires. Ce n'est pas non plus le fait que tel ou tel courant ait des origines historiques indubitables comme courant prolétarien qui lui donne à vie un certificat d'authenticité révolutionnaire. Ainsi les partis sociaux-démocrates, qui constituèrent au siècle dernier de véritables partis ouvriers de masse, sont passés, avec armes et bagages, dans le camp du capital au cours de la Première Guerre mondiale en se vautrant dans l'union sacrée. Leur trahison consommée, ils avaient cessé définitivement de représenter les intérêts du prolétariat pour devenir des armes du capital et, comme le parti social-démocrate allemand en 1918-1919, les bourreaux de la révolution. C'est par la plus intransigeante clarté sur la nature définitive de cette trahison et par la conviction de la nécessaire rupture avec les partis traîtres que les révolutionnaires restés fidèles aux principes internationalistes prolétariens ont pu

fonder les nouveaux partis communistes, en tant que véritables continuateurs du mouvement ouvrier révolutionnaire, et que l'Internationale Communiste a vu le jour.

La défaite de la vague révolutionnaire, la dégénérescence de la révolution en Russie et le triomphe de la contre-révolution stalinienne conduisirent les partis communistes sur une pente opportuniste qui déboucha, là encore, sur leur trahison définitive et leur transformation en partis bourgeois dévoués à la défense du capital national. Après la proclamation du "socialisme en un seul pays" en URSS qui signait la mort de l'Internationale Communiste, les différents partis communistes trahirent les intérêts du prolétariat dans les années 30 en se faisant les hérauts de l'embrigadement derrière les drapeaux nationaux pour les préparatifs de la Seconde Guerre mondiale (voir la série d'articles parus dans *RI* sur le PCF).

Il en est des PC comme de la social-démocratie : une partie de leur histoire appartient au mouvement ouvrier, une autre est toute entière dévouée au capital. Entre les deux, il y a un mur qu'on ne franchit qu'une fois et dans un seul sens.

La Seconde Guerre mondiale signe la trahison du courant trotskiste

Mais qu'en est-il des groupes trotskistes ? Leur OPA sur le nom de Trotsky et le fait que, contrairement aux précédents, ils prétendent toujours se réclamer de la révolution doivent-ils suffire à les croire sur parole ? Ce serait "un peu rapide". Là encore, c'est seulement l'histoire qui tranche.

Dans les années 30, de nombreux désaccords devaient opposer la Gauche communiste, dont se revendique le CCI, à la politique de Trotsky et de l'Opposition de gauche internationale. A l'époque, il s'agit encore d'un combat au sein du mouvement ouvrier pour le maintien des principes de classe face à la tourmente de la contre-révolution triomphante (1). L'incapacité de Trotsky à

admettre la réalité et la profondeur de la défaite prolétarienne le fit s'orienter dans la recherche effrénée de moyens "d'aller aux masses" afin de prendre la tête d'un réveil révolutionnaire qu'il croyait imminent, alors que la tâche de l'heure était de tirer, lucidement et sans indulgence, le bilan de la défaite, de préserver et d'enrichir les principes à la lumière de ces leçons, sans craindre de se trouver à contre-courant du vent dominant, ce que seule sut faire la Gauche communiste. Les ambiguïtés maintenues par Trotsky sur la nature de l'URSS qui vouldra jusqu'au bout y voir un "Etat ouvrier malgré tout", l'orientation opportuniste autour de la tactique de "front unique" et une politique qui, malgré une reconnaissance de leur rôle contre-révolutionnaire, continue à considérer les PC -et même les PS- comme des partis "ouvriers", étaient en train d'entraîner son courant sur une pente fatale. Son "programme de transition", qui sera le programme fondateur de la IVe Internationale et qui sert de bible aux groupes trotskistes actuels n'est qu'une réédition néo-réformiste du vieux programme minimum social-démocrate, depuis longtemps rendu caduc par l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence en 1914. Le "trotskisme" (qui ne devient véritablement un mouvement politique qu'à partir de 1940, c'est-à-dire après la mort de Trotsky) dont se réclament LO et la LCR ne fera qu'utiliser ces prises de positions les plus erronées de Trotsky pour en faire un dogme et une théorie contre-révolutionnaire, en poussant jusqu'à leurs ultimes conséquences les positions opportunistes contenues dans la constitution et le "programme de transition" de la IVe Internationale.

Les erreurs de Trotsky conduiront les trotskistes à ne pas reconnaître la période de contre-révolution vers le milieu des années 30, et à se mettre à la remorque de la politique des Fronts Populaires destinés à embrigader le prolétariat derrière les drapeaux nationaux en préparation de la guerre. Durant la guerre d'Espagne, la politique de soutien actif des trotskistes à l'Etat bourgeois républicain et à la guerre impérialiste qu'il menait, cautionnera l'embrigadement et le massacre des prolétaires espagnols pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs (2). Les trotskistes, suivant le chemin tracé par leurs aînés sociaux-démocrates et stalinien, se mettaient objectivement à abandonner à leur tour le principe fondamental du mouvement ouvrier, l'internationalisme prolétarien, qui constitue le critère décisif de l'appartenance au camp du prolétariat et du communisme. La Seconde Guerre mondiale sera leur "Rubicon", comme 1914 avait été celui de la social-démocratie. Quels que soient les groupes et chapelles dont ils se réclament, les trotskistes ont tous renié, abandonné le camp ouvrier et l'internationalisme prolétarien au cours de la guerre au nom de la défense d'un camp impérialiste, celui de l'URSS. Ils ont participé aux côtés des milices gaullistes et stalinien à l'embrigadement dans la guerre impérialiste au nom de l'antifascisme, de la libération du sol national ou de la défense de "l'Etat ouvrier dégénéré", le plus souvent les trois à la fois (3).

Une politique anti-ouvrière non démentie depuis 50 ans

C'est dans les grands moments de l'histoire qu'on juge ce que valent les paroles prétendument "révolutionnaires". Et non seulement le trotskisme a fait ses preuves au service du capital pendant la guerre, mais, depuis lors, la politique au quotidien des organisations trotskistes s'inscrit en parfaite continuité et cohérence avec cette trahison.

Pendant plus de 50 ans, et encore aujourd'hui, les trotskistes ont été les plus perfides diffuseurs du grand mensonge du siècle qui assimile les régimes stalinien de l'ancien bloc russe au socialisme et au communisme. La thèse de "l'Etat ouvrier" en URSS (même agrémenté du qualificatif "dégénéré", qui ne sert qu'à lui donner plus de crédibilité) a servi d'abord de justification à la défense d'un bloc impérialiste contre l'autre dans tous les épisodes de la "guerre froide". Ensuite elle a été le porte-drapeau des trotskistes pour répéter, derrière les stalinien, la propagande idéologique contre-révolutionnaire qui invite les prolétaires à se battre contre les "trusts", les "spéculateurs", les "200 familles" et le "libéralisme" et pour les nationalisations, le "contrôle ouvrier sur les livres de comptes", le monopole du commerce extérieur, et la planification. Autant de recettes de gestion du capital qui ne remettent nullement en cause les rapports d'exploitation capitalistes. La propagande trotskiste ne consiste en rien d'autre qu'en une prétention à aménager l'exploitation capitaliste "dans le sens des intérêts des travailleurs". Non seulement elle n'a rien de révolutionnaire, mais en pratique c'est une politique de défense du capital national qui désarme les prolétaires et qui, partout où elle a été mise en oeuvre, de l'URSS au Vietnam en passant par la Chine ou Cuba, s'est traduite par une intensification de l'exploitation capitaliste.

Fervents propagandistes du capitalisme d'Etat enrobé de phrases "socialistes", les groupes trotskistes occupent, sur l'échiquier bourgeois, une place qui est simplement un peu plus "radicale" dans le discours que celle des PC et le PS. Les trotskistes peuvent bien aujourd'hui, comme le dit notre lecteur, "*occuper le vide politique laissé par la conversion des partis de gauche à l'économie de marché*", cela ne change pas la nature d'un terrain qui, lorsqu'il était occupé par les PC et PS, était déjà un terrain bourgeois et anti-ouvrier. Ce terrain, sur le plan idéologique, c'est la défense du capitalisme d'Etat à la mode stalinienne, sur le plan de la pratique immédiate, c'est une politique de rabatteurs vers les organes d'encadrement et de sabotage des luttes que sont les syndicats et une politique de dévoiement entraînant les prolétaires à échéance régulière vers les pièges électoralistes, comme aujourd'hui avec les élections européennes.

Qu'un jour ou l'autre, les groupes trotskistes, en s'acquinant avec quelques scissions nostalgiques du PC et du PS, finissent par construire un "grand parti", et que celui-ci soit candidat à "s'emparer du pouvoir" est très probable. Mais un tel parti, dont l'ambition n'est autre que de prendre le relais des PC et PS décrédibilisés en mettant une couche de peinture neuve sur leurs programmes anti-ouvriers, ne représentera pas plus que ces prédécesseurs les intérêts de la classe ouvrière. Comme eux, sa seule vocation sera d'être un parti du maintien de l'ordre capitaliste, comme l'a été la social-démocratie, qui s'est emparée du pouvoir au nom de la révolution en 1918, pour mieux l'écraser et assassiner les révolutionnaires, et

comme l'a été le stalinisme, ce fer de lance de la contre-révolution.

Oui, la question de la construction du parti de la classe ouvrière est une question cruciale, vitale, dans la lutte du prolétariat pour son émancipation, mais ce dernier ne pourra voir le jour que sur la base de la plus intransigeante défense des frontières de classes tracées par le mouvement historique de la classe ouvrière.

RI

(1) Voir notre brochure "*Le trotskisme contre la classe ouvrière*"

(2) Sur la guerre d'Espagne, voir également notre brochure "*La gauche communiste d'Italie*".

(3) Les groupes trotskistes ne se vautrent pas tous dans le chauvinisme de la Résistance, et notamment, en France, tandis que les représentants de la IVe Internationale y plongèrent tête baissée, le groupe "Voix Ouvrière", ancêtre de l'actuel LO, s'y refusa. Cela n'empêcha cependant pas ce groupe de mener une propagande belliste en faveur des avancées de l'Armée rouge et pour la victoire de l'impérialisme russe, autrement dit les prolétaires russes, eux, devaient crever pour leur capital national. De toutes façons, tout cela n'est pour les trotskistes actuels qu'un petit différent oublié qui ne pose jamais aucun état d'âme à LO quant il s'agit de s'acocquiner avec la LCR.

SECURITE SOCIALE

(SUITE DE LA PAGE 5)

manteler les réglementations lorsqu'il s'agit d'accroître l'exploitation. Dans les années 80, le ministre Ralitz, membre du "Parti Communiste" pas encore "démocratisé" mais tout aussi anti-ouvrier, initiait la mise en place du forfait hospitalier élevant une barrière autour de l'hôpital qui allait se révéler de plus en plus infranchissable pour de nombreux ouvriers. De même, la CSG, moyen de financement complémentaire du système de santé directement prélevée sur la feuille de paie des salariés, des ouvriers en majorité, est aussi une création d'un gouvernement de gauche des années 80.

Il n'y a d'ailleurs pas que dans le domaine de la santé que la bourgeoisie accorde le minimum vital à cette partie de la classe ouvrière plongée le plus profondément dans la misère. Ainsi, dès les années 80, les allocations de type RMI ont permis à la bourgeoisie d'éviter les effets trop criants et explosifs de la paupérisation absolue dans laquelle son système plongeait déjà des millions d'ouvriers à qui on avait commencé par supprimer leur revenu salarié et ensuite leur allocation de chômage. Les restau du cœur, dont l'Etat a réussi le tour de force de s'éviter le financement direct en faisant appel à la charité publique, ont également la même fonction. Dans tous les cas, ces mesures de "justice sociale", ces dispositions "anti-exclusion", ces "actes de civisme et générosité" ne sont rien d'autre que des mesures d'accompagnement d'attaques en profondeur, déjà portées ou en projet, pour les faire accepter aux ouvriers.

La classe ouvrière n'est pas une classe de mendiants ! Face au chantage qu'on exerce sur elle, face aux pièges qui lui sont tendus, elle ne doit avoir qu'une seule boussole, celle de la défense de ses intérêts de classe. Partout et quel que soit le gouvernement, c'est avec la même vigueur qu'elle doit riposter contre les attaques du capital.

B.

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(12 numéros du journal) : FRANCE : 100 F
(15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E)-
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) :
FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER :
110 F (16,8 E)-
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E)
- ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR
AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 :
400 F (61,1 E).
-Revue internationale : abonnement à
2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

LE CCI SUR INTERNET :
www.internationalism.com

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.

Alors que, dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques, etc.)

RÉUNIONS PUBLIQUES

LE CAPITALISME C'EST LA GUERRE, GUERRE AU CAPITALISME

LYON : le samedi 10 avril à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 10 avril à 15h
Rendez-vous à la sortie du M° Chartreux, à
partir de 14h45

NANTES : le samedi 10 avril à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-
Duchaffault (quartier Mellinet)

PARIS : le samedi 10 avril à 20h
(Attention horaire inhabituel)
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 23 avril à 21 h.
Rendez-vous sur la place de l'église de la
Fourguette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 24 avril à 15h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de
la Tranchée).

Lisez la Revue Internationale

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Revue
Internationale

1er trimestre 1999

CRISE ÉCONOMIQUE
Toujours plus profond dans l'abîme
Trente ans de crise ouverte du capitalisme
IRAK, KOSOVO, ACCORDS DE WYE PLANTATION
L'offensive américaine aggrave
le chaos et la barbarie impérialistes

1918-1919
La révolution prolétarienne
met fin à la guerre impérialiste

LE COMMUNISME N'EST PAS UN BEL IDÉAL,
IL EST À L'ORDRE DU JOUR DE L'HISTOIRE, VI
1920 : Boukharine
et la période de transition

LA QUESTION CHINOISE (1920-1940)
La Gauche communiste contre la trahison
de l'Internationale communiste dégénérée

QUESTION D'ORGANISATION
Sommes-nous "léninistes" ?

96

3 Euros- 20 FF- 100 FB- 5 FS

GRENOBLE

Permanence le samedi 24 avril de 15 h à 18 h, au
Tonneau de Diogène, 6, place St-André.
Vente de la presse le samedi 24 avril de 10h30 à 11h30 à
l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 24 avril à 14 h 30 à la MNE, 23,
rue Gossclot.
Vente de la presse le dimanche 11 avril de 11h à 12h au
marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue
Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des Sarrazins.

LYON

Permanence le samedi 8 mai à 15h, au C.C.O., 39, rue G.
Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi
du mois de 17 h à 18 h (nouvel horaire).

MARSEILLE

Permanence le samedi 10 avril de 18h30 à 21h (à la suite
de la réunion publique ou RV à partir de 18h15 à la sortie
du métro Chartreux).
Vente de la presse les samedis 10 avril et 15 mai de 11h30
à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue
Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 10 avril à 18 h à la salle de la
Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence le samedi 24 avril, de 18h à 20h, au 27,
avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
Vente de la presse au marché d'Alligre (pl. d'Alligre
M° Ledru-Rollin), le 2^e dimanche du mois, de 11h45 à 13h.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 11 avril de 11 h à 12 h, au
marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence les vendredis 9 avril et 7 mai à 18 h 30.
Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-
Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 11 avril, 25 avril et 9 mai,
de 10h30 à 12h, au marché aux Pucés (place St-Semin), et
le dimanche 18 avril de 11h à 12h30 au marché aux
légumes (Jeanne-d'Arc).

TOURS

Permanence le samedi 24 avril à 18h, 9 place de la
Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).
Vente de la presse le deuxième samedi du mois de 10h30
à 11h30, au marché de St-Pierre-Des-Corps, place de la
Mairie.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi
par des souscriptions. Nous avons ouvert une
souscription permanente pour le soutien de notre
journal et de notre intervention.

Vos contributions sont les bienvenues au compte
de RI à notre C.C.P. 523544Y - Rouen ou peuvent
être données lors de nos interventions.

Souscriptions du mois

Grenoble : Permanence de décembre 1998 : 300 ;
permanence de février : 100.
Lille : Permanence du 20 février : 55.
Lyon : Permanence de décembre 1998 : 250 ; réunion
publique de janvier : 850 ; permanence de fé-
vrier : 456 ; réunion publique du 13 mars : 500.
Paris : Permanence du 27 février : 100 ; réunion
publique du 13 mars : 1014,50.
Toulouse : Réunion publique du 26 février : 730 ;
permanence du 12 mars : 100.
Autres : D (Rouen) : 300. Toulouse (marché aux
pucés) : 45.
Total : 4800,50.

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme
(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger
18F).

**Les syndicats contre la classe
ouvrière** (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)
**Le trotskysme contre la classe
ouvrière** (30 F + 8 F/18F)

**Plate-forme et Manifeste du
C.C.I.**
(15 F + 8F/18F)

**Organisation communiste
et conscience de classe**
(25 F + 8 F/18F)

**L'Etat dans la période
de transition** (20 F + 8 F/18F)

**Bilan de la lutte des infirmières
(octobre 88)** (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)
**Luttes dans la fonction publique
de décembre 95**
Une victoire pour les syndicats, une défaite
pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

La prétendue "paranoïa" du CCI
(tomes I et II) (25 F et 40F + 8 F/18F)

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que
les révolutionnaires doivent faire face à
des tâches gigantesques. C'est pourquoi
nous faisons appel à tous nos lecteurs,
tous nos sympathisants qui désirent colla-
borer à la diffusion de nos publications,
comme certains nous l'ont déjà proposé.
Les informations dont ils peuvent dispo-
ser sur ce qui se passe autour d'eux, les
comptes rendus des discussions qu'ils
peuvent avoir dans les rangs ouvrier
nous seraient également utiles, vu les
difficultés auxquelles se heurte le prolé-
tariat aujourd'hui. Enfin, nous avons be-
soin que notre presse soit déposée dans
les librairies ou dans les kiosques, et il est
souhaitable que toutes les énergies se
mobilisent pour effectuer un suivi régu-
lier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion
pour renouveler nos appels à ce que des
critiques ou commentaires nous parvien-
nent.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -
rue Lepneveu

BESANCON : Les
sandales d'Empédocle -
95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le
Roi Lirc - rue S^{te}-
Catherine.

BREST : Maison de la
Presse - 64, rue Jean-
Jaurès.

CLERMONT-FD : Le
Papyvire - 3, rue de l'Ente.
Maison de la Presse - place
de Jaude.

DIEPPE : Maison de la
Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison
de la Presse - 34, rue
Poincaré.

GRENOBLE : Le
Sphinx - 6, rue
Brocherie. L'Encre
sympathique - 6, rue
Saint-Laurent.

LAVAL : Point presse
Centre Cst La
Mayenne.

LE HAVRE : Presse
des Halles - 27, place
des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue
de Béthune. Le Comte de
Monte-Cristo -
C.commercial V2
Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5,
rue Sébastien-Gryphe (7^e).
La Proue - 15, rue
Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du
Temps - 35, rue Pavillon
(1^{er}).

MARTIGUES : Librairie
Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte
Ouverte - 19, rue du Gst-de-
Gaulle.

MONTAUBAN : Maison
de la Presse - rue de la
République.

MONTPELLIER :
Librairie Sauramps-Le
Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent
d'Ouest - 5, pl. du Bon-
Pasteur.

NICE : Le Temps de
Vivre - 50, bd de la
Madeleine.

ORLEANS : Temps
Modernes - rue N-D-de-
la-Délivrance.

PARIS : L'Herbe Rouge
- 1 bis, rue d'Alésia (14^e).
La Brèche - 9, rue de
Tunis (20^e). Le Point du
jour - 58, rue Gay-Lussac
(5^e).

SAINT-ETIENNE :
Librairie de Paris - rue
Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le
Temps de Vivre - 71, rue
Jean-Jaurès.
Voix au Chapitre - 67, rue

Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de
Presse - bd Mst-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-
Journaux - 8, rue du
Poids-de-l'huile.FNAC-
81, bd Carnot. Les
Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie -
104, rue Colbert.

"GAUCHE COMMUNISTE" DU PCF

Derrière l'imposture, les nouveaux héritiers de Staline et Thorez

Depuis le milieu de l'année 1997, un "courant" au sein du PCF s'est affublé du nom de "Gauche Communiste". Cette prétendue "Gauche Communiste" du PCF (GC du PCF) jette d'autant plus de confusion sur ce qu'est la véritable Gauche Communiste qu'elle a également intitulé sa revue "d'analyse" trimes-trielle, *Prométhée*, usurpant le nom de la publication de la Gauche italienne lors de la création du Parti Communiste Internationaliste en 1943 ainsi que le nom qu'a conservé l'organe de *Battaglia Comunista* depuis la scission de cette organisation en 1952 (1).

Ce courant interne du PCF qui s'auto-proclame aujourd'hui "courant révolutionnaire" se donne clairement pour objectif, comme l'affiche son journal, de "redresser" la politique du PCF et de la préserver face au danger de dissolution dans la social-démocratie que lui feraient courir "ses dérives opportunistes et réformistes" : "Nous travaillons à une refondation révolutionnaire du Parti communiste qui reste pour nous incontournable pour qui veut réellement renverser cette vieille société capitaliste et construire le socialisme".

De faux révolutionnaires, de vrais héritiers du stalinisme

Dans une série d'articles consacrée à l'histoire du PCF (2), nous avons montré que ce parti, ouvrier à ses origines, est passé définitivement dans le camp bourgeois dans les années 30 en se faisant l'ardent défenseur du capital national et en participant activement à l'embrigadement du prolétariat dans la seconde boucherie mondiale. Il a largement fait les preuves de son appartenance au camp ennemi. Depuis lors, pendant plus de 60 ans, il a servi de parti stalinien modèle. Il a été le plus fidèle et le plus zélé apôtre de la contre-révolution stalinienne qui a été le bourreau et l'exploiteur patenté de générations de prolétaires.

Est-il tout d'abord envisageable une seule minute qu'un tel parti puisse dégager une "tendance révolutionnaire" plus d'un demi-siècle après avoir rallié le camp bourgeois ? C'est totalement inconcevable ! Il y a bien longtemps que le "redressement révolutionnaire" du PCF n'est plus à l'ordre du jour.

D'ailleurs, ces pseudo-"révolutionnaires" sont composés pour une bonne part

de notables du PCF (3) et leurs "trou-pes" sont pour la plupart des membres de longue date de l'appareil du parti stalinien. S'ils sont encore au sein du PCF, c'est bien parce qu'ils n'ont jamais été tentés de remettre en question auparavant leur appartenance à un parti stalinien.

Quand ils se prétendent "révolutionnaires", ces gens-là sont des menteurs. On ne peut juger de la nature d'une organisation d'après ce qu'elle raconte d'elle-même, mais bien d'après ses actes et son programme. La GC du PCF et ses succédanés du style "Coordination Communiste" ne défendent nullement un "point de vue révolutionnaire", mais un programme tout aussi bourgeois que le reste du PCF. La GC du PCF partage entièrement avec le reste du PCF un point de vue bourgeois de défense inconditionnelle du capital national. Il suffit de relever quelques perles du chapelet de revendications contenues dans leur "Adresse" pour les élections européennes pour s'en convaincre. C'est la même pourriture bourgeoise ultranationaliste qu'ils essaient de fourguer : "NON à l'organisation capitaliste et supranationale de l'Europe, NON à l'abandon de la souveraineté nationale, Annulation des privatisations, Défense et extension du secteur public, Socialisation des entreprises menacées de fermeture ou d'intérêt public et national, Indépendance de la Banque de France, Nationalisation du secteur bancaire, du crédit et des assurances, Souveraineté du peuple, Refus de la monnaie unique et de la BCE sous contrôle de la Bundesbank, Refus de la Défense commune et de la soumission à l'OTAN !" (leur journal de janvier/février 1999).

Oui, cette débauche de slogans nationalistes ressemble comme deux gouttes d'eau à ceux du PCF de la "belle époque"... stalinienne.

Dans la même logique, en reprochant au PCF actuel "d'abandonner" toute référence au "parti de la classe ouvrière", alors que quelques lignes plus haut, elle prétend que "le PC est nécessaire au peuple de notre pays", cette tendance se situe bien dans la pire tradition stalinienne qui a toujours identifié la classe ouvrière au "peuple de France".

En fait, cela relève d'une entreprise de la bourgeoisie pour sauver la mise du PCF en ravalant sa façade stalinienne.

Bien entendu, aujourd'hui, plus personne, notamment au sein du PCF, n'ose se réclamer ouvertement du stalinisme. Et c'est pour cela que les adeptes de la GC du PCF sont les véritables néo-staliniens, ils font de l'habillage sur le vieux fonds stalinien du PCF. Ce n'est qu'au cours de ces dernières années que Hue s'efforce de gommer cette image en évacuant le stalinisme "par la droite", au prix "d'une social-démocratisation" du PCF. Que la GC du PCF prétende prendre, elle, le contre-pied de Hue en tentant d'évacuer ce stalinisme "par la gauche", ne change rien au fond de leur démarche commune. Il s'agit de "sauver" le PCF du naufrage avéré du stalinisme et de préserver sa fonction spécifique de parti bourgeois d'encadrement de la classe ouvrière.

Mais si elle se limitait à cette vulgaire opération de replâtrage, cette manoeuvre idéologique n'aurait qu'une portée très limitée. Si cette tendance représente un réel danger mystificateur, c'est parce qu'elle a en même temps entrepris de faire main basse frauduleusement sur l'héritage historique des révolutionnaires du passé.

Une revendication frauduleuse de l'héritage révolutionnaire du passé ...

Ainsi, pour se donner une légitimité "révolutionnaire" et pouvoir s'auto-proclamer dans la continuité historique du mouvement ouvrier et révolutionnaire, *Prométhée* vient de publier un numéro "spécial" daté du 4e trimestre 1998, en majeure partie consacré à une "réhabilitation" de Rosa Luxembourg, qui a toujours été une des cibles favorites des calomnies stalinienne (notamment en l'opposant constamment à Lénine) (4). A cette fin, la GC du PCF entreprend de rappeler que Rosa Luxembourg s'est toujours située aux côtés de Lénine à la pointe du combat contre les théories révisionnistes du marxisme et contre le réformisme de la IIe Internationale. Elle souligne aussi l'immense apport de Rosa Luxembourg à la théorie révolutionnaire et sa parfaite continuité avec le marxisme, notamment à travers son livre *L'Accumulation du Capital*. Elle n'hésite pas davantage à rappeler que c'est le parti social-démocrate allemand qui a fait assassiner Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. A travers cette évo-

cation du mouvement révolutionnaire, *Prométhée* vise à apparaître comme se situant aujourd'hui dans sa continuité.

Mais il en faut davantage pour réussir la supercherie. Aussi doit-il se livrer à de continuel tripotage de l'histoire pour établir, au moyen d'une frauduleuse analogie, que son attitude aujourd'hui est la réplique de celle des gauches du passé luttant contre l'opportunisme : "On ne manque pas d'exemples historiques qui montrent comment une tendance révolutionnaire peut être à la fois nettement démarquée de l'opportunisme sur les plans politiques et organisationnels, tout en n'étant pas physiquement démarquée comme 'parti' du reste du mouvement ouvrier" (*Prométhée* n° 12, 1998, p. 17.). Il cite d'abord le cas des syndicalistes révolutionnaires français du début du siècle : "quand la direction de la CGT capitula devant le chauvinisme en 1914, ils furent les premiers, et longtemps les seuls à défendre des positions internationalistes. Ce combat, ils le menèrent autour du journal 'La Vie Ouvrière' mais en continuant à agir au sein de la confédération CGT" (ibid). Autre exemple à l'appui, celui de Lénine qui, dans *La Maladie infantile*, préconise l'entrisme des communistes britanniques dans le Parti Travailleur. Enfin et surtout, la GC du PCF a le culot de revendiquer l'héritage de Rosa Luxembourg en utilisant comme exemple le fait que la plupart du temps elle avait dû combattre pour défendre des positions révolutionnaires de façon minoritaire au sein d'organisations largement gagnées par le réformisme et le légalisme parlementaire, que ce soit au sein de la SDKPIL de Pologne ou du parti social-démocrate allemand (5).

A quoi sert cette poudre aux yeux avec laquelle ces néo-staliniens cherchent obstinément à se rattacher aux "traditions révolutionnaires" ? Pas seulement à tromper la classe ouvrière sur leur véritable nature en se présentant comme un courant révolutionnaire. Cela va au-delà.

...destinée à ravalier la façade du PCF

La finalité de l'entreprise est une crasseuse et ridicule pseudo-démonstration de la nature encore révolutionnaire et ouvrière du PCF : "si le

PCF est néo-réformiste, comment expliquer que des militants se revendiquent de nos jours de la révolution socialiste ?" (ibid p. 26)

Ces gens-là qui se présentent en tant qu'authentiques révolutionnaires ont entrepris de lutter à l'intérieur du PCF pour le "redresser", cela voudrait donc dire qu'il y aurait quelque chose de "révolutionnaire" à tirer du PCF. Ainsi est "établie", par simple déduction logique, la nature "ouvrière" et "révolutionnaire" du PCF : "cela reste une question de savoir comment se fait-il qu'après près de 70 ans de politique 'contre-révolutionnaire' et 'réformiste', il y ait encore des courants (Coordination Communiste, Gauche Communiste) qui défendent des points de vue révolutionnaires ?" (ibid). Du même coup, ils peuvent effacer 70 ans d'histoire et peuvent blanchir le stalinisme et le PCF.

Sur le même thème, ils alimentent un faux-débat avec le trotskisme en prétendant que trois tendances traversent l'histoire du PCF : le "réformisme", voie "droitiste" incarnée par la politique gouvernementale actuelle de Hue qui seule pourrait ouvrir la voie à "l'abandon du camp de classe" et à la "contre-révolution", la "Gauche", qui serait bien entendu la leur sur de "véritables posi-

(SUITE PAGE 2)

(1) Sur *Prométhée*, voir notre brochure sur La Gauche Communiste d'Italie.

(2) Voir RI à partir de février 1998 (n°276).

(3) Son chef de file, J.J. Karman, est aujourd'hui encore l'adjoint au maire d'Aubervilliers (qui se trouve être lui-même l'ancien ministre de Mitterrand, Ralite, responsable entre autres attaques anti-ouvrières de l'instauration du forfait hospitalier), chargé des "affaires économiques" de la ville et conseiller général de la Seine-Saint-Denis.

(4) Les PC ont toujours entretenu cette "tradition" stalinienne depuis la publication d'un article de Staline ("Questions du léninisme") au début des années trente dans lequel il ordonnait "l'excommunication" des œuvres de Rosa Luxembourg.

(5) C'est vraiment se moquer du monde et faire fi de l'histoire que de chercher à faire croire que la citation de Rosa Luxembourg placée en bandeau sous le titre de leur publication : "Il n'existe sans doute pas d'autre Parti pour lequel la critique libre et inlassable de ses propres défauts soit autant que pour nous une condition d'existence" puisse encore s'appliquer au PCF.

NOS POSITIONS

- * Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- * La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- * Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- * Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

- ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- * Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- * Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- * Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- * Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- * Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- * Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- * La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- * La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- * L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

- en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.
- NOTRE ACTIVITE**
- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.
- NOTRE FILIATION**
- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.